



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



# LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 34 – Semaines du 20 juin au 01 juillet 2022

## SOMMAIRE

### Environnement & Climat

- ❖ Les montants fédéraux mobilisés pour la préservation de l'environnement ont été les plus faibles en 2021.
- ❖ TotalEnergies appelle les entreprises à anticiper le futur marché réglementé du carbone.

### Énergie

- ❖ Une vente aux enchères de l'ANEEL a permis d'investir 15,3 Mds BRL pour le développement des réseaux de transport et de distribution d'électricité.
- ❖ Un nouveau texte législatif vise à contenir la hausse des prix de l'énergie.
- ❖ La recherche de financement pour la transition énergétique s'intensifie à São Paulo.
- ❖ 240 nouvelles centrales solaires et éoliennes devraient voir le jour d'ici 2026.

### Infrastructures & Transports

- ❖ Le recensement national de 2022 débute par un panorama des infrastructures urbaines.

### Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Un nouveau décret vise à accélérer l'application de la loi de juillet 2020 dans le secteur des déchets.
- ❖ La SABESP bénéficiera d'un financement de 1,2 Mds BRL de l'IFC et de la BID.

### Et Aussi

- ❖ Les PPP pour l'éclairage public pourraient plus que doubler d'ici 2024.
- ❖ Une nouvelle stratégie de la BID pour attirer les investissements du secteur privé.

### Amazonie & Biomes brésiliens

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

## Environnement & Climat

### Les montants fédéraux mobilisés pour la préservation de l'environnement ont été les plus faibles en 2021.

Thème central des négociations en vue de l'entrée du Brésil dans l'Organisation de Coopération pour le Développement Economique (OCDE), la part du budget effectivement mobilisée pour la préservation de l'environnement s'est limitée à **3,87 Mds BRL (700 M EUR)**, en 2021. Il s'agit du plus bas montant depuis **12 ans**, selon les données du secrétariat du Trésor National. En 2010, le budget avait été de **15,34 Mds BRL (2,7 Mds EUR)**, soit le niveau le plus élevé enregistré sur la période. Les dépenses liées à la protection de l'environnement en 2021 ont représenté **0,04% du produit intérieur brut (PIB) du Brésil**. (Article [ici](#))

### TotalEnergies appelle les entreprises à anticiper le futur marché réglementé du carbone

Dans un entretien donné au quotidien Valor, le directeur général d'exploitation de TotalEnergies

au Brésil, Charles Fernandes, a invité les entreprises à inclure d'ores et déjà le coût des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans leurs activités et nouveaux projets, y compris sans réglementation du marché du carbone au niveau national. La publication, en mai, du décret sur le marché de carbone est une avancée significative pour la construction d'un cadre à l'échelle du Brésil. La mise en place effective d'un marché réglementé pourrait toutefois prendre du temps. Selon M. Fernandes, si les temporalités du Congrès restent incertaines, les discussions sur la taxation et prix des émissions devraient s'intensifier au Brésil durant les **3 prochaines années et il s'agit d'anticiper une future obligation législative**. À l'échelle mondiale, TotalEnergies s'est fixé l'objectif d'orienter **25% des investissements** du groupe vers les **énergies renouvelables**. Au Brésil, le groupe produit 66 500 barils de pétrole et 2,5 millions de m<sup>3</sup> de gaz fossile par jour. Il opère également dans les énergies renouvelables via sa filiale **Total Eren, disposant actuellement de 300 MW solaires et éoliens en exploitation dans le pays**. (Article [ici](#))

## Énergie

### Une vente aux enchères de l'ANEEL a permis d'engager 15,3 Mds BRL d'investissements pour le développement des réseaux de transport et de distribution d'électricité

Le 30 juin dernier, l'Agence nationale de l'énergie électrique (Aneel) a mis aux enchères **13 lots pour la construction, l'exploitation et la maintenance de lignes de transport (5 425 km) et de sous-stations électriques (6 180 MVA)**. La vente, réalisée sur le critère des plus faibles recettes annuelles perçues par le soumissionnaire, a permis d'engager

un total de **15,3 Mds BRL (2,75 Mds EUR) d'investissements sur les 30 prochaines années**. L'ANEEL prévoit par ailleurs la création de **31 697 emplois directs** au travers de ces projets. Les futurs concessionnaires disposeront de **42 à 60 mois après la signature des contrats pour réaliser et achever les travaux et débiter l'exploitation commerciale** des nouvelles infrastructures. Les vainqueurs des lots mis en ventes sont brésiliens (Eletronorte, Sollo Energia, Energisa, Zopone, TAESA), indiens (Sterlite), colombiens (ISA CTEEP), espagnols (NeoEnergia, filiale d'Iberdrola), canadiens

(Brookfield) et français (Engie). **Engie Brasil a en effet remporté le lot n°7, qui prévoit le renforcement de la sous-station d'Itacaiunas (État du Pará) avec 450 MVA de capacité de transformation supplémentaires.** (Article [ici](#))

### Un nouveau texte législatif vise à contenir la hausse des prix de l'énergie

Face à une inflation galopante, **le gouvernement complète son arsenal de mesures pour tenter d'endiguer la hausse des prix.** Trois mois après l'adoption de la loi complémentaire (LCP) 192/22, prévoyant notamment l'exonération, jusqu'à fin 2022, des taxes fédérales PIS (*Programa de Integração Social*), Cofins (*Contribuição para o Financiamento da Seguridade Social*) et Cide (*Contribuições de Intervenção no Domínio Econômico*) pour le diesel, le biodiesel et le GPL, le gouvernement continue d'élargir les réductions de taxes. **La LCP 194/22 a ainsi été publiée dans le Journal Officiel de l'Union le 23 juin dernier.** Ce texte étend l'exonération prévue dans la LCP 192/22 à l'essence, l'éthanol, et le GNV (gaz naturel routier), et **limite l'ICMS (TVA) pour les carburants, l'électricité, le gaz naturel, les télécommunications et les transports publics à un plafond de 17% à 18%,** contre une fourchette actuelle de **20 à 34%** selon les États. D'après le ministre de l'Énergie et des Mines, **cela pourrait réduire le prix de l'essence de 21%, celui du diesel de 1,7% et celui du gaz en bouteilles de 2,3%. Cette mesure coûtera toutefois cher aux États.** Celui de Rio de Janeiro prévoit une perte de 3,9 Mds BRL (700 M EUR) après la baisse de 34% à 18% de son ICMS le 1<sup>er</sup> juillet. (Articles [ici](#) et [ici](#) ; LCP 194/22 [ici](#))

### La recherche de financement pour la transition énergétique s'intensifie à São Paulo

La banque de développement du gouvernement de l'État de São Paulo, Desenvolve SP, qui finance le développement des infrastructures à l'échelle des

villes de l'État, a mis en place de nouvelles lignes de crédit destinées aux **projets d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable.** L'objectif est notamment d'appuyer davantage la construction de **centrales photovoltaïques** dans les municipalités. Entre mars 2020 et mai 2021, la banque avait alloué un total 213,2 M BRL (38,6 M EUR) à **59 municipalités de l'État de São Paulo** (sur 645) pour des **projets d'infrastructure** dans les domaines de l'énergie, de l'eau, de l'assainissement ou des voiries. Cela représente une hausse de 15% des financements par rapport à la période pré-pandémique 2018-2019 durant laquelle la banque avait mobilisé **185,8 M BRL (33,7 M EUR) pour des projets de cette nature.** En 2021, Desenvolve SP a même connu une augmentation de **81,7 % de ses financements auprès du secteur privé pour des projets durables.** L'année dernière, **186,2 M BRL (33,7 M EUR)** ont été déboursés pour des projets répondant aux critères ESG, contre **102,5 M BRL (18,6 M EUR)** en 2020. (Article [ici](#))

### 240 nouvelles centrales solaires et éoliennes devraient voir le jour d'ici 2026

Une étude, parue fin juin, de la Chambre de Commercialisation de l'Énergie Électrique (CCEE) indique que **241 nouveaux parcs solaires ou éoliens devraient voir le jour et entrer en exploitation d'ici 2026 au Brésil.** Il s'agit avant tout de projets faisant déjà l'objet de contrats signés lors de ventes aux enchères effectuées ces dernières années. **La majeure partie de ces projets sera concentrée dans le nord-est du pays, dans les États de Bahia, Paraíba, Piauí et Rio Grande do Norte,** où les potentiels de production solaire et éolien sont les plus élevés. **Ces futures centrales, permettront d'augmenter les capacités de production électriques du pays de 6 000 mégawatts** – soit l'équivalent de près de la moitié de la capacité de la centrale hydroélectrique d'Itaipu – faisant alors passer les capacités de production solaires et éoliennes de 27 GW à 33 GW. (Article [ici](#))



## Infrastructures & Transports

### Le recensement national de 2022 débute par un panorama des infrastructures urbaines

L'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE) a commencé fin juin son travail de recensement décennal. Jusqu'au **12 juillet**, 22 000 agents de l'État dresseront un panorama des caractéristiques démographiques et socio-économiques du pays. La première étape, entamée le **20 juin**, a pour but de faire un état des lieux **des infrastructures urbaines du pays**, sur la base d'une observation de terrain. De nombreux critères seront évalués tels que **l'accessibilité des espaces**

**publics et des réseaux de transport, la circulation, la présence d'équipements publics, l'éclairage public, la signalisation, etc.** Selon l'IBGE, le recensement de 2022 sera plus complet que les éditions précédentes grâce à la prise en compte, cette fois-ci, de l'intégralité des espaces urbains, y compris les **communautés ou tout autre type de site habité**. Réalisée tous les 10 ans, cette enquête nationale constitue un instrument crucial pour la **prise de décision des acteurs publics sur les questions socio-économiques et l'aménagement du territoire**. (Article [ici](#))



## Eau, Assainissement, Déchets

### Un nouveau décret vise à accélérer l'application de la loi de juillet 2020 dans le secteur des déchets

Près de deux ans après la promulgation de la loi de juillet 2020 sur l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets, son application reste à **parfaire**. Notamment, la régionalisation en consortia municipaux et la mise en place d'une taxation des services de gestion des déchets ont peu progressé. D'après l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, **seulement 40% des municipalités (1 683) ont déclaré début 2022 avoir déjà mis en place une forme de redevance ou être en passe de le faire**. Aussi, la structuration de projets de concessions dans le secteur est encore balbutiante : seules **139 initiatives de cette nature étaient en cours au mois de mai selon l'observateur Radar PPP**. Le nouveau cadre réglementaire prévoit que seules les municipalités qui ont adhéré à un bloc régional peuvent bénéficier de l'aide technique d'organismes fédéraux, tels que la **Banque Nationale de Développement**

**Economique et Social** ou la Caixa Federal pour la structuration de leurs projets. Face à cette situation, le gouvernement prépare un **nouveau décret, prévu pour juillet, visant à accélérer la mise en œuvre de la loi de juillet 2020**. (Article [ici](#))

### La SABESP bénéficiera d'un financement de 1,2 Mds BRL de l'IFC et de la BID

Le conseil d'administration de la **société publique d'eau et d'assainissement de l'État de São Paulo (SABESP)** a validé, le 23 juin, l'obtention d'un cofinancement de **1,2 Mds BRL (220 M EUR) de l'International Finance Corporation (IFC) et d'IDB Invest**. Le contrat avec l'IFC représente un montant de **760 M BRL (137 M EUR)**. La somme sera consacrée au programme **Novo Rio Pinheiros**, de dépollution du fleuve Pinheiros dans la ville de São Paulo, ainsi qu'à **l'amélioration des services d'accès à l'eau et d'assainissement** au sein des régions côtières de l'État de São Paulo et dans la région métropolitaine de la capitale. L'IDB Invest versera quant à elle un financement de **470 M BRL**

(84,7 M EUR), afin de financer en partie la quatrième étape du projet de **dépollution de la rivière Tietê**.

Les durées respectives des contrats seront de **10 et 14 ans**. (Article [ici](#))

## &<sup>+</sup> Et Aussi

### Les PPP pour l'éclairage public pourraient plus que doubler d'ici 2024

Une enquête menée par l'**Association brésilienne des concessionnaires d'éclairage public (ABCIP)** et le cabinet de conseil **EY** auprès d'une soixantaine d'entreprises opérant dans le secteur de l'éclairage publique (concessionnaires, fournisseurs, banques, etc.) affirme que les **partenariats public-privé (PPP) pour les services d'éclairage public pourraient plus que doubler d'ici 2024, passant des 69 contrats déjà signés à date à plus de 150**. Plus de **400 projets** de cette nature sont actuellement en cours de structuration au Brésil, mais **n'ont pas encore abouti** en raison des incertitudes associées au scénario économique actuel, à **l'inflation et aux taux d'intérêt élevés**. Malgré cela, les professionnels entendus dans le cadre de l'étude restent et s'attendent même à ce que le volume d'affaire sur les deux prochaines années puisse être le plus élevé depuis 2014 – date à laquelle la gestion de l'éclairage public **est passée des distributeurs d'énergie aux municipalités**. Un premier essor des PPP dans le secteur avait été observé à partir de 2017, quand les banques fédérales (**Caixa, BNDES**) avaient commencé davantage à soutenir les municipalités dans la structuration de ce type de projet. (Article [ici](#))

### Une nouvelle stratégie de la BID pour attirer les investissements du secteur privé

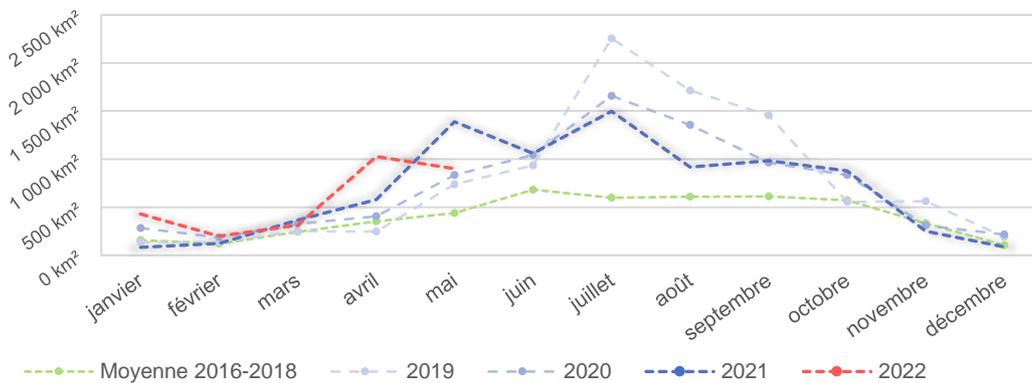
Le Président de la Banque interaméricaine de développement (BID), Mauricio Claver-Carone a annoncé une réforme d'IDB Invest - bras d'investissement de la BID orienté vers le secteur privé - et une augmentation du capital de l'entité, déjà approuvées par les pays membres. **L'objectif est de**

**stimuler la participation de banques et d'investisseurs privés dans des projets structurés par la BID, laquelle se positionnerait alors plutôt en tant que garant**. La réforme « IDB Invest 2.0 » vise une participation égale des capitaux publics et privés dans le bilan de la banque. À date, pour chaque dollar investi par la BID, seuls 40 centimes le sont par des sources privées. La banque espère ainsi doubler les montants annuels investis dans les projets qu'elle porte, des 14 à 15 Mds BRL (2,5 et 2,7 Mds EUR) **actuels, à près de 30 Mds BRL (5,4 Mds EUR)**. **Les secteurs de l'énergie, de la santé et du numérique devraient être prioritaires dans le portefeuille de la banque des prochaines années**. (Article [ici](#))



## Amazonie & Biomes brésiliens

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du  
1<sup>er</sup> janvier au 24 juin

**3 750** km<sup>2</sup>  
en 2022  
**+13%**  
Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Pour s'abonner :

Crédits photo :

Sébastien ANDRIEUX,

Chef du Service Economique Régional de Brasília

Mathieu RIVALLAIN, Rémi FALLON,

Julia GUIMARÃES, François-Xavier FLAMAND

[mathieu.rivallain@dqtresor.gouv.fr](mailto:mathieu.rivallain@dqtresor.gouv.fr)

[remi.fallon@dqtresor.gouv.fr](mailto:remi.fallon@dqtresor.gouv.fr)

©marchello74